Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 133 (1988)
Heft: 5

Artikel: Perestroïka et désarmement
Autor: Reymond, Dominique
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-344842

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 08.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Perestroïka et désarmement

par le lieutenant Dominique Reymond

La Perestroïka chère à Mikhaïl Gorbatchev est davantage qu'une modernisation de la société soviétique. Doctrine politique aux implications mondiales, elle se reflète dans les accords de désarmement conclus récemment entre les USA et l'URSS.

«L'homme de l'année»

Mikhaïl Sergueïevitch Gorbatchev a été sacré «homme de l'année 1987» par nombre de publications occidentales, dont *Time* (USA) et *Le Point* (F). Rappelons d'emblée que cette notion d'homme de l'année n'est pas honorifique et qu'elle consacre essentiellement l'influence d'un individu sur les affaires mondiales.

Cette nomination semble justifiée. Comme le déclare *Time*, la réalisation peut-être la plus évidente de M. Gorbatchev jusqu'à présent est d'avoir réinventé la notion de leader soviétique.

Il nous a dès lors semblé intéressant de mettre en exergue quelques éléments de la pensée et des projets du Secrétaire général du PCUS, particulièrement quant aux rapports de son pays avec l'Europe.

Plutôt que d'avoir l'ambition d'interpréter les idées du dirigeant soviétique, «un communiste passionné et un opportuniste politique impitoyable» (*Time* dixit), une grande partie des lignes ci-après se fonde sur les écrits de M. Gorbatchev, en particulier sur son livre *Perestroïka* (paru en novembre 1987 aux Editions Flammarion). Un livre à lire attentivement!

Notre désir par cette démarche est simple: tant l'URSS que les USA exercent une influence majeure, si ce n'est déterminante, sur l'avenir de la planète, voire d'une partie de l'univers. L'Europe – et la Suisse comme l'une de ses composantes géographiques – ne saurait échapper à cette double influence. Au contraire, notre pays – avec le reste de l'Europe – est la partie du globe directement touchée par les récents accords de Washington et est donc intéressé de près à l'évolution de la pensée et aux agissements des responsables politiques de l'URSS.

Mikhaïl Gorbatchev, depuis sa nomination le 10 mars 1985 par le Politburo (à une voix de majorité, dit-on) au poste de Secrétaire général du PCUS, a passionné les journalistes, les politologues, puis l'opinion publique. Sa conception de la société – la Perestroïka ou restructuration – concerne ainsi bien plus qu'une simple modernisation de l'économie soviétique. Elle constitue une doctrine politique influençant toutes les nations du globe.

M. Gorbatchev a le mérite d'exprimer ses idées avec clarté et précision. Personne ne pourra, à l'avenir, prétendre ignorer ses objectifs.

Qu'est-ce que la Perestroïka?

La Perestroïka, aime à le répéter M. Gorbatchev, trouve son origine dans une prise de conscience: le potentiel du socialisme a été sous-évalué. Une nouvelle attitude, une restructuration est dès lors urgente, inévitable et nécessaire. Dès lors, cette nouvelle politique veut accélérer les progrès sur les plans scientifique et technologique, réévaluer tout ce qui touche à l'économie, à la culture, à la démocratie et à la politique étrangère. Ce langage simple recèle aussi quelques notions plus difficiles à saisir. Ainsi, pour M. Gorbatchev, il s'agit «d'assurer la transition entre un système excessivement centralisé et autoritaire et un système démocratique, fondé sur la combinaison du centralisme démocratique et de l'autonomie».

Est-ce alors l'amorce d'un premier pas vers un système économique et politique proche de celui de l'Occident? M. Gorbatchev est catégorique: «Tout espoir que nous puissions nous mettre à bâtir une société différente, non socialiste, et passer dans l'autre camp est irréaliste et dérisoire. *Ceux qui, à l'Ouest, s'attendent à nous voir abandonner le socialisme en seront pour leurs frais* (...) Les problèmes et les difficultés des années septante et quatre-vingt furent le résultat d'un certain manque de rigueur dans l'application des principes du socialisme, d'écarts par rapport à ses normes.» Voilà qui est on ne peut plus clair.

Mais si la Perestroïka n'a rien de commun avec le capitalisme, ne provoque-t-elle pas quelques accrocs à la doctrine socialiste? «Ce dont nous avons besoin, ce n'est pas d'un socialisme ‹pur›, doctrinaire, inventé de toutes pièces, mais du socialisme léniniste», affirme le Secrétaire général du PCUS, qui condamne aussi tout nivellement: «Le socialisme n'a rien à voir avec l'égalitarisme. Le socialisme ne peut assurer des conditions de vie et de consommation en fonction du principe allant de ‹à chacun selon ses œuvres› à ‹à chacun selon ses besoins›. Cela, ce serait le communisme. Le socialisme se sert d'un critère différent pour la distribution des bénéfices sociaux: ‹Chacun fait selon ses capacités, chacun reçoit selon son travail›.»

Politique internationale: avant tout séduire

Pour M. Gorbatchev, les nations du monde ressemblent aujourd'hui à un groupe d'alpinistes reliés par la même corde. Il estime dès lors nécessaire d'abandonner «les visions d'une politique étrangère influencée par un point de vue impérial (...). Nul ne pourra jamais, à long terme, subordonner les autres. C'est pourquoi une seule et

unique donnée demeure: les relations d'égalité.»

Ces relations sont différentes selon que l'URSS traite avec les USA ou les pays du bloc socialiste. En effet, le Secrétaire général du PCUS précise que «le cadre entier des relations politiques entre pays socialistes doit être strictement fondé sur l'indépendance absolue (...). Nous sommes en outre fermement convaincus que la communauté socialiste ne réussira que si chaque parti, chaque Etat respecte ses amis et alliés, tient compte d'eux et prête une oreille attentive à l'expérience des autres.» En quelque sorte un conseil plutôt qu'un ordre: faites comme nous, mais faites-le de plein gré, librement!

Par contre, le langage est différent avec les pays situés hors du rideau de fer: «On continue de nous accuser de vouloir implanter le communisme partout dans le monde. Quelle absurdité! Lénine a déclaré que nous, Etat socialiste, devons influencer le monde avant tout par nos réalisations économiques (...). *L'Union soviétique acquerra de nouveaux attraits et deviendra l'incarnation vivante de ce qui est inhérent au système socialiste;* les idéaux du socialisme y puiseront un nouvel élan.» On le voit, le discours est plus «enrobé», plus enjôleur. Il est d'ailleurs presque racoleur envers les USA: «Il est essentiel de surmonter les différences idéologiques. Que chacun fasse lui-même son choix et respectons-le tous (...) Les contacts économiques procurent les bases matérielles à un rapprochement politique (...). Susciter la confiance est un long processus. Son degré dépend toujours des relations effectives, de la coopération dans de nombreux domaines.»

La «maison européenne»

Mikhaïl Gorbatchev aime à utiliser la métaphore «L'Europe est notre maison commune» lorsqu'il s'adresse aux Européens. Une maison dont les plans ont, selon lui, été établis lors des conférences de Helsinki, Stockholm et Vienne. D'ailleurs, le Secrétaire général du PCUS critique ce «patchwork multicolore qu'offre la carte politique de l'Europe (dont la Tchécoslovaquie forme le centre géographique)». Il ressent même «avec une acuité grandissante le caractère artificiel et temporaire de la confrontation entre blocs et la nature archaïque du ‹rideau de fer›».

... quelle Europe occidentale?

Le dirigeant de l'URSS a l'impression que les politiques indépendantes d'Europe occidentale ont subi un rapt, qu'on les a emportées de l'autre côté de l'océan. Même remarque à propos de la culture européenne (?) qui résiste avec peine aux assauts de la «culture de masse» venue de l'autre côté.

En même temps, M. Gorbatchev se défend de tout «antiaméricanisme»: «Notre idée de ‹maison commune

européenne› (où chaque famille ou chaque pays aurait son propre appartement et où il existerait plusieurs entrées) n'implique certainement pas l'idée d'en fermer les portes à tout le monde. Certes, nous n'aimons pas voir n'importe qui ouvrir à coups de pied la porte de la maison Europe et venir s'installer au bout de la table dans l'appartement du voisin. Mais enfin, c'est l'affaire du propriétaire dudit appartement. Par le passé, les pays socialistes ont bien répondu positivement à la participation des Etats-Unis et du Canada au processus d'Helsinki!»

... intégration et coopération

Pour M. Gorbatchev, le concept même de «maison» suggère un «certain degré d'intégration», même si les Etats appartiennent à des systèmes sociaux différents et à des alliances politico-militaires opposées. Le Secrétaire général du PCUS est ainsi favorable à une zone dénucléarisée, comprenant les deux Allemagnes et la Tchécoslovaquie. Il refuse par contre toute idée de réunification des deux Allemagnes: «Ce qui s'est formé historiquement, mieux vaut le laisser à l'Histoire (...). Les plans de partition de l'Allemagne ont d'ailleurs été élaborés par Churchill et les politiciens américains durant les années de guerre, l'Allemagne de l'Ouest ayant de plus été créée avant la République démocratique allemande.»

Cette volonté d'intégration s'exprime en outre concrètement par *le désir de renforcer la coopération économique entre l'Europe de l'Ouest et l'URSS*: «Nous sommes prêts à rechercher de nouvelles formes de coopération, telles que le lancement d'entreprises communes, la mise en œuvre de projets communs dans les pays tiers et ainsi de suite (coopération scientifique et technique, électronique, optique, énergie thermonucléaire, exploration des planètes, du système solaire, supraconductivité, biotechnologie, etc.).»

Désarmement:
armes nucléaires et conventionnelles

Le chef du Kremlin n'innove pas tellement lorsqu'il présente son option face à la course aux armements: «Toute tentative de parvenir à la supériorité militaire est ridicule (...), la course aux armements rabaisse le niveau de la sécurité et l'entrave (...). Les doctrines militaires devraient être strictement des doctrine de défense.» Cette idée se retrouve d'ailleurs dans le concept de la «maison européenne», où «chaque appartement a le droit de se protéger contre les cambrioleurs, mais il doit le faire sans détruire la propriété du voisin».

... inégalités reconnues

«C'est exact, il y a des déséquilibres et des dissymétries dans certains types d'armes et de forces armées dans chaque camp, causés par des facteurs

historiques, géographiques et autres», reconnaît M. Gorbatchev, qui se déclare «d'accord pour éliminer les inégalités existant dans certains secteurs, non en renforçant les arsenaux de ceux qui sont en retard, mais bien plutôt en *réduisant les forces de ceux qui ont pris de l'avance*». Il estime même que «la réduction et l'élimination finale des armes nucléaires tactiques doivent être couplées avec une réduction massive des forces armées et des armements conventionnels». D'ailleurs, pour M. Gorbatchev, «même une guerre conventionnelle serait désastreuse pour l'Europe. On y trouve (...) des centrales nucléaires regroupant au total quelque 200 réacteurs et un grand nombre de vastes complexes chimiques. La destruction de ces installations lors d'un conflit conventionnel rendrait le continent inhabitable.»

... «ce serait la guerre!»

Alors, l'URSS est-elle devenue un grand pays soucieux essentiellement de sa défense et de celle de ses alliés? Les avis sont pour le moins partagés! En tous les cas, nos lecteurs seront peut-être intéressés à connaître la partie centrale d'un document relatif à la doctrine militaire des pays membres du Pacte de Varsovie. Il a été adopté le 29 mai 1987 à Berlin, lors d'une réunion du Comité consultatif politique de cette alliance:
«Jamais, en aucune circonstance, lit-on, nous n'engagerons les hostilités contre un Etat ou une alliance d'Etats quelconque, tant que nous n'aurons pas nous-mêmes subi une attaque armée. Nous ne serons jamais les premiers à user de l'arme nucléaire. Nous n'avons aucune revendication territoriale sur aucun Etat d'Europe ou d'ailleurs. Les pays membres du Pacte de Varsovie ne considèrent aucun Etat, aucun peuple comme leur ennemi: ils sont prêts à établir des relations avec tous les pays sans exception, sur la base d'un respect mutuel, pour les intérêts de la sécurité de la coexistence pacifique.»

Alors, que faut-il pour que – en théorie du moins – l'URSS entre en guerre? M. Gorbatchev y répond, en critiquant les gouvernements européens qui ont observé sans le condamner le bombardement de la Libye par les Américains en avril 1986: «Une telle attitude me rappelait celle, conciliante, adoptée à l'égard des agresseurs à la veille de la Seconde Guerre mondiale. Et s'il prenait aux militaires américains l'idée de punir l'un des pays du Pacte de Varsovie en le bombardant? Comment réagir? Faire comme si de rien n'était? Mais ce serait la guerre!»

4375 têtes nucléaires à détruire

MM. Ronald Reagan et Mikhaïl Gorbatchev ont signé, lors du «sommet» de Washington (du 7 au 10 décembre 1987), un accord prévoyant la destruction des missiles de

portée intermédiaire. Ci-dessous, les types et le nombre des armes touchées par cet accord (source: Center for Defense Information, Washington):

	Nombre d'armes stationnées	En réserve	Total
URSS			
– SS-20	441	441	882
(têtes nucléaires	1323	1323	2646)
– SS-4	16	96	112
(têtes nucléaires	16	96	112)
– SS-12	275	375	650
(têtes nucléaires	275	375	650)
– SS-23	115	160	275
(têtes nucléaires	115	160	275)
Total armes	847	1072	1919
(têtes nucléaires	1729	1954	3683)

	Nombre d'armes stationnées	En réserve	Total
USA			
– SS-2	108	125	233
(têtes nucléaires	108	12	120)
– Cruise Missiles	288	73	361
(têtes nucléaires	288	12	300)
– Pershing-1	—*	200	200
(têtes nucléaires	72	200	272)
Total armes	396	398	794
(têtes nucléaires	468	224	692)

* Si les 72 missiles Pershing-1 appartiennent à la RFA, les têtes nucléaires sont propriété des Américains; elles tombent donc seules sous le coup de l'accord de Washington.

Le Sénat américain devrait approuver ce traité au plus tôt à fin avril (majorité de ⅔ nécessaire). Sitôt cet accord ratifié, les deux parties auront six à douze mois pour contrôler les armes (nombres et sortes) annoncées par l'autre partie. Durant les trois premières années, il pourra être organisé au maximum vingt inspections annuelles dans chaque camp, avec annonce préalable très courte. Le nombre d'inspections diminuera par la suite à quinze puis à dix inspections annuelles.

Dissuasion renforcée ou affaiblie?

Cet accord doit-il inquiéter ou réjouir les responsables politiques et militaires occidentaux? Signifie-t-il une première étape vers une réduction du danger de conflit en Europe? Ci-après, trois avis de personnalités directement confrontées aux effets de ce traité:

Pour le conseiller fédéral Arnold Koller, chef du Département militaire fédéral: «C'est un pas prometteur. Surtout sur le plan politique, car c'est la preuve d'une amélioration importante des relations entre les deux superpuissances. C'est une première historique: pour la première fois on élimine des armes. Et on accepte des vérifications sur place: voilà peut-être l'aspect le plus novateur. Du point de vue militaire, cet accord est assez marginal. Il élimine moins de 5% des arsenaux nucléaires. Ceux-ci restent immenses de part et d'autre. Le prochain pas visé par les deux Grands, à savoir réduire de 50% les arsenaux stragégiques, va être plus difficile à franchir.

»Je dois dire au peuple suisse que nous ne sommes pas à la veille de la paix éternelle. Tout en nous réjouissant de cet accord, il faut rester très vigilants et ne pas tomber dans l'euphorie du désarmement.»

Le divisionnaire Gustav Däniker, chef d'état-major de l'instruction opérative, partage l'optimisme prudent du chef du DMF et souligne les trois points importants du traité: «Pour la première fois de l'histoire on ne se contente pas de fixer des limites maximales, mais on décide de détruire les armes existantes. Ensuite, le principe ‹réduction des excédents d'armes de l'un par rapport à l'autre›, toujours demandé par l'Occident, a été accepté par les Soviétiques. Enfin, l'URSS autorise pour la première fois des inspections chez elle.»

G. Däniker remarque aussi que les Soviétiques semblent avoir compris que les Occidentaux accordent une grande importance à la structure défensive des armées, eux qui étaient jusqu'à présent axés essentiellement sur l'offensive: «Les forces armées des Soviétiques et de leurs alliés ont pour principe que la guerre ne doit pas être conduite sur leur propre territoire. C'est-à-dire que lorsqu'ils se croient attaqués ou pensent simplement devoir entrer en guerre, ils passeraient immédiatement à l'attaque afin de

repousser l'ennemi profondément dans son territoire.»

Et les pays de l'OTAN? L'OTAN peut-elle remplir sa mission en dépit de ce traité? La question a été posée au général John Calvin, commandant en chef de l'OTAN. Il a préféré reformuler la question, vue sous l'angle politique: «Nous, responsables politiques, sommes persuadés que ces armes doivent être détruites. Nous avons écouté l'opinion du Conseil de l'OTAN et sommes parvenus à cette conclusion. Si cette destruction devenait dès lors une réalité, pourrez-vous remplir votre mission? Notre réponse serait alors ‹oui›.»

J. Calvin estime que l'accord de Washington provoque un tournant dans l'expansion des arsenaux nucléaires. De plus, certaines pierres de la muraille défensive de l'OTAN ont été enlevées, qui ne pourront être remises ultérieurement. Il faut donc construire autrement cette muraille («I must rearrange the wall of defense»), avec les armes restantes.

Ce qui signifie notamment que les armes conventionnelles (p. ex. artillerie, aviation) doivent être modernisées et que, si des réductions nouvelles sont décidées, y compris quant à ces armes conventionnelles, il est indispensable que les armes restant à disposition soient modernes.

Restons réalistes!

Il ne s'agit pas, au terme de cet article, d'apporter de conclusion définitive. Nul doute que le processus amorcé en URSS n'est pas arrivé à son terme et que son influence se développera encore sur les autres nations, occidentales en particulier.

Admettons dès lors que quelque chose d'important se passe actuellement en Union soviétique. Cela reste toutefois ancré dans des principes léninistes absolus, certes apprêtés à la sauce des temps modernes.

C'est là peut-être que réside la force de Mikhaïl Gorbatchev. Le Secrétaire général du PCUS ne peut admettre la défaite de la doctrine socialo-communiste, notamment en matière économique. L'URSS, dans le reste du monde, ne représente bien souvent que l'exemple de l'Etat policier, superbureaucratisé, corrompu, nivelé par le bas, ayant tué chez les citoyens toute ambition, où règne la nomenklatura des privilèges, qui n'admet pas la critique, qui n'a aucun avenir économique ou scientifique, etc. Qu'il est loin le temps ou l'URSS réussissait à se relever d'une Deuxième Guerre mondiale en dépit de pertes humaines et de destructions massives. Et où sont passés les Youri Gagarine qui enthousiasmaient le monde entier par leurs exploits?

M. Gorbatchev a pris le pari de redonner à son pays un rôle de grande puissance, de faire oublier à l'opinion publique internationale les aspects les plus détestables du régime socialiste, les atteintes les plus ouvertes aux droits de l'homme.

Il développe à l'extérieur des frontières une offensive de charme tous

azimuts. Il sollicite l'appui psychologique, économique des pays occidentaux. C'est que son pari passe par l'Occident.

M. Gorbatchev ne supporte pas le marasme, la défaite économique du socialisme par rapport au capitalisme. Il veut dès lors moderniser, restructurer la société soviétique. Pour cela, il a besoin d'argent, de beaucoup d'argent et de stabilité extérieure. L'effort financier considérable consacré année après année à l'armement doit être réduit, la passivité, la corruption des citoyens, la toute-puissance d'une administration sclérosée doivent cesser. D'où le licenciement récent de dizaines de milliers de fonctionnaires, y compris celui de Nikolaï Talyzine, chef du Gosplan (plan d'Etat) soviétique.

... pas de démocratisation en vue

Il serait toutefois illusoire de penser que l'Union soviétique devient une démocratie, telle que nous comprenons cette notion. S'il souffle un vent d'«ouverture» (traduction à nos yeux meilleure de «glasnost» que celle de transparence) dans la presse, les milieux intellectuels ou artistiques par exemple, il ne saurait être question de toucher aux fondements de la société, à la doctrine léniniste ou à la structure du Parti communiste. Voyez la rapidité avec laquelle Boris Eltsine, premier secrétaire du PC de Moscou et ami de M. Gorbatchev, a été «démissionné». Et si B. Eltsine a été critiqué vertement, jamais le texte de son discours ni ses prises de position fatales n'ont été publiées...

En outre, la Perestroïka touche aujourd'hui surtout la région et la nomenklatura moscovites. Beaucoup reste à faire à M. Gorbatchev pour inculquer à tout son peuple une nouvelle mentalité.

Cela n'ira pas sans mal. La lutte du Secrétaire général contre les privilèges le menace aussi. Il lui faudra renforcer son appareil de contrôle interne, de façon à «éliminer» ceux qui voient d'un mauvais œil ses réformes – et ils sont nombreux – avant qu'ils ne l'éliminent lui. Il lui faudra obtenir encore davantage de succès à l'étranger pour convaincre les sceptiques, les opposants à sa politique d'ouverture, de capitulation, diront certains.

On assiste donc à du «jamais vu» en URSS. Si ce processus se poursuit au cours des prochaines décennies, cette nation aura bientôt un autre visage. Mais d'ici là...

... habile propagande

Le désarmement souhaité par les Occidentaux (avec la «double option zéro») est devenu réalité. Malheureusement, ils ont peu tiré profit de l'accord de Washington. Ronald Reagan étant affaibli par ses problèmes de politique intérieure, Mikhaïl Gorbatchev est sorti des entretiens de décembre en grand vainqueur.

Suivons avec intérêt la suite des négociations. Mais sans oublier que

l'URSS ne saurait être assimilée soudain à une alliée des Européens, n'en déplaise à M. Gorbatchev avec son idée de «maison européenne». Ce concept relève à nos yeux d'une habile manœuvre de propagande que le mensuel français *L'Express* avait, en mars 1987, caricaturé sous la forme du Chaperon rouge face au grand méchant loup...

Souhaitons que Mikhaïl Gorbatchev arrive à mener à bien ses réformes, que les Soviétiques prennent conscience de leurs possibilités et que la Perestroïka développe sa propre dynamique... Stable et saine à l'intérieur de ses frontières, l'Union soviétique représentera un moins grand danger pour la paix qu'affaiblie et divisée.

Pour terminer, encore deux extraits tirés du livre *Perestroïka* de M. Gorbatchev:

> *«La vie est plus dure que n'importe quelle école, on n'obtient rien facilement. Parfois il faut battre en retraite pour ensuite avancer.»*
>
> *«Jamais Lénine ne s'est imaginé que la route menant au socialisme serait une ligne droite. Il savait changer de slogan quand la vie en imposait la nécessité. Et jamais il ne s'est senti l'esclave des décisions prises.»*

Alors, la Perestroïka et les accords de désarmement: une chance ou un danger pour l'Europe et la Suisse? Un espoir de paix ou un gigantesque coup de publicité? A chacun de juger, l'Histoire dira qui avait raison.

D. R.